



Dimanche 18 juin 2023



## Le Président Tebboune, un leader qui respecte les intérêts de son pays



SAINT-PETERSBOURG (Russie)- Le président de la fédération de Russie, M. Vladimir Poutine a vanté, vendredi à Saint-Pétersbourg, la personne du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune qu'il a qualifié de "leader qui respecte les intérêts de son pays".

"Tous les présents saisissent bien le sens de venir à Moscou pour nous rejoindre à ce forum. Je cite son excellence le président algérien, un leader qui respecte les intérêts de son pays, l'Algérie, avec laquelle nous entretenons des relations amicales de longue date", a déclaré le

président Poutine lors de la séance plénière du Forum économique international de Saint-Pétersbourg (14-17 juin).

"Nous vouons du respect au peuple algérien qui, de 1954 à 1962, a combattu pour recouvrer son indépendance au prix de laquelle 1,5 million de martyrs sont tombés au champ d'honneur. Au lendemain de l'indépendance, l'armée française a mené des essais nucléaires au Sahara dont les conséquences sont désastreuses", a-t-il ajouté.

Rappelant que son pays entretenait des relations amicales de longue date avec l'Algérie et les Etats africains et arabes, il a relevé que le Président Tebboune "s'intéresse aux développements de la situation en Ukraine et a plaidé solennellement lors de la rencontre pour la paix".

S'adressant toujours au Président Tebboune, le président russe a remercié les efforts de l'Algérie pour la médiation et "votre volonté de soutenir les efforts de règlement pacifique de la crise en Ukraine".

La Russie, poursuit M. Poutine, s'engage à assurer la sécurité alimentaire mondiale et à fournir le soutien aux pays qui rencontrent des difficultés pour garantir leur sécurité alimentaire.

"Mon pays assurera la sécurité alimentaire mondiale et fournira le soutien aux pays qui souffrent de problèmes liés à leur sécurité alimentaire", a-t-il soutenu.

M.Poutine a affirmé que la Fédération de Russie a gardé sa position de premier exportateur mondial de céréales, les exportations des produits agricoles du pays s'étant élevées à 41 milliards USD pour une valeur totale de 592 milliards USD d'exportations.

Evoquant la position de la Russie dans le monde, M. Poutine a souligné que son pays avait développé ses relations avec les pays et les régions qui constituent la locomotive du développement dans l'économie mondiale. Ces pays "ne se soumettent pas aux pressions étrangères, guidés uniquement par leurs intérêts nationaux", a-t-il dit.

Concernant la situation économique en Russie, M. Poutine a affirmé que le système financier du pays est "globalement stable", relevant que "le secteur privé et nos entreprises ont pu combler le vide laissé par les entreprises occidentales qui se sont retirées de la Russie".

Il a ajouté que son pays "demeurera un acteur sur la scène internationale", et que l'économie russe a pu préserver sa place de 6e économie mondiale, relevant que les mesures prises dernièrement par les autorités russes avaient permis aux entreprises de préserver leurs activités, d'éviter la fluctuation des prix et de contrôler l'inflation.

Les revenus des secteurs hors pétrole ont connu une croissance, au cours des premiers mois de cette année, qui dépasse les prévisions, a-t-il affirmé, faisant observer que le deuxième trimestre de l'année passée était le plus difficile pour la Russie, avant que la situation ne s'améliore avec l'enregistrement d'une augmentation de 3,3% du PIB le dernier avril.

Plus de 17.000 participants représentant près de 130 pays prennent part aux travaux de la séance plénière du SPIEF qui se poursuit jusqu'au 17 juin en cours.

Cet important évènement économique est organisé sous le thème "Le développement souverain comme fondement d'un monde juste: unir nos forces pour les générations futures".

Le Président Tebboune a entamé mardi dernier une visite d'Etat en Fédération de Russie, à l'invitation de son homologue russe, M. Vladimir Poutine.



## **La décision économique doit reposer sur le principe d'efficacité, loin de toute politisation**



SAINT-PETERSBOURG (Russie)- Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, invité d'honneur du Forum économique international de Saint-Petersbourg (SPIEF), dont la séance plénière a été ouverte vendredi, a appelé à bannir la politisation de la décision économique et à accorder la priorité absolue à l'efficacité économique.

Participant aux côtés de son homologue russe, Valdimir Poutine à cette plénière, le Président Tebboune a dit être "d'accord avec mon ami, son Excellence le Président Poutine, que l'effondrement de toute économie survient lorsque la décision économique est politisée. Elle doit rester loin de toute politisation, car ce qui importe ici c'est uniquement l'efficacité économique".

Le président de la République a évoqué, à cette occasion, la politique économique adoptée par l'Algérie, qui vise à "affranchir" le pays de la dépendance aux hydrocarbures, en "captant" l'investissement national, avant tout, puis l'investissement étranger pour pouvoir réaliser des exportations diversifiées, égales à celles des hydrocarbures", a-t-il dit.

Plus de 17.000 participants représentant près de 130 pays participent aux travaux de la séance plénière du SPIEF qui se poursuit jusqu'au 17 juin en cours.

Cet important évènement économique est organisé sous le thème "Le développement souverain comme fondement d'un monde juste: unir nos forces pour les générations futures".

Le Président Tebboune a entamé mardi dernier une visite d'Etat en Fédération de Russie, à l'invitation de son homologue russe, M. Vladimir Poutine.



## Forum de Saint-Pétersbourg: les opportunités d'investissement en Algérie mises en exergue



SAINT-PETERSBOURG (Russie)- Plusieurs membres du Gouvernement algérien ont présenté, vendredi en marge du Forum économique international de Saint-Pétersbourg (SPIEF), les potentialités et les grandes opportunités d'investissement offertes par l'économie algérienne, à même de promouvoir le partenariat et la coopération entre l'Algérie et la Russie, relevant, par ailleurs, le souci de la partie algérienne de hisser les relations bilatérales au niveau des capacités des deux pays.

Ces exposés ont été présentés, lors d'un panel organisé avant l'ouverture officielle du Forum, auquel a pris part le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en tant qu'invité d'honneur, ainsi que le président Russe Vladimir Poutine, en sus d'une assistance de haut niveau de près de 130 pays, par le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Mohamed Abdelhafid Henni, le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun,

et le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Yacine El-Mahdi Oualid.

Dans ce cadre, M. Zitouni a souligné "les relations historiques privilégiées entre l'Algérie et la Russie", ajoutant que la partie algérienne aspire à les hisser au niveau des capacités des deux pays.

Relevant le caractère "stratégique" des conventions et des mémorandums d'entente signés jeudi à Moscou par les deux pays, le ministre du Commerce a souligné la participation de plus de 80 entreprises algériennes au dit forum, affirmant à ce propos l'importance de la visite d'Etat du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en Russie à l'invitation de son homologue russe.

"Nous aspirons à instaurer un dialogue avec nos partenaires russes pour parvenir à l'établissement de nouveaux partenariats à l'avenir dans divers secteurs", a poursuivi M. Zitouni qui a mis en exergue les potentialités et les infrastructures de l'économie algérienne qui, en plus d'être le pilier du développement national, constituent la base du partenariat et de la coopération et un facteur d'attractivité des investissements, à l'instar du réseau routier moderne, des lignes ferroviaires, des aéroports et des infrastructures portuaires, en sus du tissu industriel et des ressources humaines.

De son côté, M. Henni, a souligné la place qu'occupe le secteur agricole dans l'économie nationale, indiquant que l'Algérie offre toutes les facilités et met en place toutes les mesures permettant aux investisseurs nationaux et étrangers de concrétiser leurs projets dans toutes les filières, notamment dans l'industrie agroalimentaire.

Appelant les opérateurs économiques russes à investir en Algérie, le ministre a rassuré ces derniers quant aux facilitations qui leur seront octroyées dont le foncier agricole "loin des complications bureaucratiques".

Un nouveau portefeuille foncier de 437000 hectares a été alloué à l'investissement au Sud, en sus de 60.000 autorisations de forage de puits dédiés à l'irrigation agricole dans le cadre de la mise en valeur des terres, au Sud notamment, a rappelé M. Henni.

## **De larges perspectives de coopération dans le secteur de l'énergie**

Intervenant à son tour, le ministre de l'Energie et des Mines a loué "les relations spéciales" unissant l'Algérie et la Russie dans les divers domaines, notamment les hydrocarbures, les mines, les énergies renouvelables et le transfert de la technologie de dessalement des eaux de mer.

Et de préciser, dans ce cadre, que le groupe pétrolier Sonatrach et Gazprom œuvraient au développement du champ de Oum El Assel au sud-est de Hassi Messaoud le qualifiant de "très réussi", sachant que la partie algérienne était à la recherche de partenaires russes en matière d'exploration pétrolière et gazière.

Les négociations sont en cours avec les deux firmes russe Lukoil et Russneft, a-t-il ajouté.

Nous examinons avec des partenaires russes les possibilité de développer des projets miniers en Algérie qui apportent une valeur ajoutée, a-t-il fait savoir.

Evoquant les projets d'approvisionnement en eau potable à partir des sources non-conventionnelles, le ministre a affiché l'intérêt porté par son secteur au partenariat avec des entreprises russes pour le développement et le transfert des technologies de dessalement des eaux de mer.

Dans une déclaration à la chaîne Russia-Today en marge du forum, le Pdg du groupe Sonatrach, Toufik Hakkar a affirmé que la société russe "Gazprom" est un partenaire fiable, d'autant plus qu'il y a d'autres sociétés russes en Algérie activant dans le secteur des services et la construction des usines.

"Nos relations avec les sociétés russes ne dépendent pas uniquement de la prospection et de l'exploration. Gazprom est un partenaire fiable de Sonatrach", a-t-il soutenu.

Lors de cette séance, le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique a souligné, quant à lui, l'importance de la coopération commerciale entre les deux pays notamment dans le domaine de la production des médicaments, faisant état de négociations en cours entre les sociétés russes et algériennes pour concrétiser de nouveaux projets dans le domaine pharmaceutique.

"L'Algérie aspire à devenir la porte d'Afrique pour les produits industriels russes", a-t-il dit, relevant "la similitude du domaine industriel entre les sociétés des deux pays notamment dans la filière mécanique".

Quant au ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, il a indiqué que la numérisation et les technologies modernes de l'information constituent des domaines prometteurs de partenariat entre les opérateurs algériens et russes, assurant que "le climat d'investissement en Algérie est en amélioration continue".

Ainsi, l'Algérie offre plusieurs avantages aux nouvelles startups ou celles désirant élargir leurs activités, a affirmé M. Oualid, ajoutant que la présence de la délégation ministérielle importante et des entreprises algériennes au forum de Saint-Pétersbourg "est un signe positif aux investisseurs russes" tout en appelant la partie russe à investir en Algérie notamment dans le domaine des technologies de l'information.

## **Faid invite les banques publiques à proposer des formules pour renforcer le financement des entreprises et des professionnels**



Le ministre des Finances, Laaziz Faid, a invité, jeudi à Alger, les banques publiques à renforcer les financements destinés aux entreprises et aux professionnels dans les différents secteurs, à travers la proposition de formules de financement adaptées.

Présidant l'ouverture d'une journée d'information organisée par la Caisse nationale d'épargne et de prévoyance " CNEP-Banque" au profit des opérateurs économiques, M. Faid a indiqué, dans une allocution à l'occasion, que les banques publiques "sont appelées à s'adapter aux changements des besoins et au comportement du consommateur algérien, tout en veillant à se mettre au diapason du développement technologique".

Les banques doivent déployer tous les efforts nécessaires pour moderniser leurs prestations à travers la numérisation des transactions et le développement des moyens de paiement modernes, ainsi que l'évaluation de l'impact des services bancaires électroniques afin d'améliorer la qualité des prestations, a-t-il affirmé.

Rappelant l'importance de la réalisation de l'inclusion financière, une priorité dans le plan d'action du gouvernement, le ministre des Finances a mis en relief le "rôle pivot" dévolu aux banques publiques pour renforcer la stratégie de développement du secteur bancaire.

M.Faid a indiqué que les banques œuvrent, à travers le financement des projets d'investissement, à contribuer à la création du plus grand nombre possible d'emplois, à soutenir la compétitivité de l'économie nationale, et à accompagner les entreprises nationales dans l'exportation, notamment vers les pays africains.

De tels objectifs exigent "un travail d'équipe et la persévérance pour servir l'économie nationale", a observé le ministre.

A ce propos, M. Faïd a souligné les réalisations de l'Algérie en termes de développement et de modernisation du secteur des finances et des banques afin de réaliser l'inclusion financière.

Il a cité, dans ce cadre, l'actualisation de l'arsenal juridique régissant le travail bancaire, l'élargissement du réseau des agences bancaires digitales et de proximité, le renforcement du e-paiement, la simplification du paiement à distance, la fourniture des produits bancaires islamiques et classiques, le lancement de la monnaie nationale numérique et l'ouverture d'agences bancaires à l'étranger pour accompagner les investisseurs.

En chiffres, M. Faïd a fait savoir que le nombre de comptes bancaires a dépassé 20 millions de compte domiciliés au niveau des banques en 2022, dont 12 millions comptes d'épargne, ainsi que 27 million comptes postaux courants (CCP), en sus de 14 millions cartes interbancaires (CIB) en circulation.

Le nombre des opérations de paiement via les terminaux de paiement électroniques (TPE) est passé de 65.000 opérations en 2016 à plus de deux millions d'opérations en 2022. Les paiements via internet sont passés de 7300 opérations en 2016 à 7.5 millions d'opérations en 2022 avec plus de 340 e-commerçants inscrits au système de paiement électronique interbancaire, selon M. Faïd.



## **CNEP Banque: lancement de nouvelles formules de financement et d'une plateforme de vente de logements par internet.**

La Caisse nationale d'épargne et de prévoyance "CNEP-Banque" a lancé jeudi de nouvelles formules pour le financement des entreprises, ainsi qu'une plateforme permettant la vente directe de logements par internet.

Ces deux nouveaux produits ont été lancés, lors des travaux de la journée d'information organisée au Centre international de conférences Abdelatif-Rahal (CIC, Alger), en présence du ministre des Finances, Laaziz Faïd, du Président du Conseil d'administration de la Cnep-banque, Mustapha Chaabane, du Directeur général, Samir Tamrabet, du Délégué général de l'Association professionnelle des banques et des établissements financiers (ABEF), Rachid Belaid, d'un représentant de la Coordination nationale du patronat et d'hommes d'affaires.

Destiné aux entreprises, "ce crédit d'exploitation offert par la CNEP-Banque est caractérisé par sa flexibilité. Il est adapté aux besoins de chaque entreprise de manière à garantir la pérennité de ses projets", d'après les explications des cadres de la Cnep.

Se disant confiant que le nouveau produit "garantira compétitivité et essor aux entreprises", les cadres de la banque ont assuré que la complémentarité entre les producteurs permettra de couvrir



largement les demandes de financements émanant des entreprises et des professionnels à court, moyen et long termes.

Les crédits d'exploitation offrent une solution de financement à court terme qui permettra aux entreprises de couvrir leurs coûts opérationnels, l'objectif étant de "suivre l'évolution du marché et rester compétitif, d'ou la nécessité d'assurer des flux financiers constants", a affirmé la banque.

Les cadres de la banque ont expliqué que le lancement de ces produits de financement de l'exploitation s'inscrit dans le cadre de la politique de la CNEP-Banque pour l'appui des entreprises et des professionnels.

La CNEP Banque offre le financement de l'investissement dans le cadre de la création et de l'expansion des PME depuis 2011, a-t-on rappelé.

Quant à la nouvelle plateforme "CNEP Market" qui s'inscrit dans le cadre de la stratégie de la banque consistant en l'actualisation et la numérisation de ses services, elle permet la vente de logements réalisée dans le cadre d'offres immobilières directes via internet.

Deux formules sont proposées à cet effet, la première est dédiée aux clients épargnants et la deuxième pour les clients désirant réserver le logement de leur choix avant de finaliser l'opération au niveau de l'antenne CNEP-Banque la plus proche.

### **Restructuration des activités immobilières**

Dans une déclaration à l'APS, M. Tamrabet a souligné que la plateforme permettra le traitement de tous les dossiers et la vente de logements en toute " transparence ".

Il a, en outre, souligné que les logements non vendus via la plateforme électronique, seront destinés à la vente directe, "ce qui permettra d'épuiser le stock de logements et de collecter des fonds à injecter dans la réalisation d'autres projets".

En ce qui concerne les activités immobilières de la banque, le DG de la "Cnep-Banque" a évoqué le lancement d'une opération de restructuration, en vu de détacher les activités immobilières de la "Cnep-banque", et "mettre en place une grande entreprise de promotion immobilière".

Il a, également, affirmé que cette entreprise serait dotée de tous les moyens nécessaires pour prendre en charge la réalisation projets de réalisation de logements, jusqu'à 'opérations de vente.

Au sujet de l'accompagnement des investisseurs, M. Tamrabet a cité la mise en place " d'un arsenal juridique" ces deux dernières années, ce qui a permis d'apporter " des facilitations et des privilèges au investisseurs", soulignant l'importance du rapprochement les vues des banques et des investisseurs.

L'intervenant a également insisté sur la disposition de la Cnep-banque à accompagner les investisseurs à travers les différentes étapes de leurs investissements "jusqu'à ce que le projet soit assez rentable pour les deux parties", précisant que la "banque offre des taux d'intérêts des plus complétifs".

## Gouvernance des banques publiques : Aller vers un meilleur financement des entreprises



Les banques publiques sont plus que jamais appelées à redoubler d'efforts, pour parvenir à un meilleur niveau de financements destinés aux entreprises et aux professionnels dans les différents secteurs, a affirmé, jeudi, le ministre des Finances, Laâziz Faïd.

S'exprimant à l'ouverture d'une journée d'information organisée par la Caisse nationale d'épargne et de prévoyance «CNEP-Banque», le ministre des Finances, Laâziz Faïd, a désigné l'impératif pour les banques publiques de «s'adapter aux changements des besoins et au comportement du consommateur algérien». Pour le premier argentier du pays, l'amélioration de la gouvernance des dites banques passe, entre autres, par la modernisation des prestations à travers la numérisation des transactions et le développement des moyens de paiement modernes.

A propos du financement des projets d'investissement, M. Faïd indique que les banques vont contribuer à la création du plus grand nombre d'emplois, à renforcer la compétitivité de l'économie nationale et à accompagner les entreprises nationales dans le processus de l'exportation, en particulier vers les pays africains. Pour ce faire, le ministre exige de jouer collectif dans le cadre d'une synergie au service de l'économie nationale. Dans son allocution, M. Faïd a mis en relief l'engagement des pouvoirs publics pour réaliser l'un des objectifs phares de la réforme financière, et par ricochet bancaire, à savoir l'inclusion financière. Il est question, relève le ministre, de l'actualisation de l'arsenal juridique régissant le travail bancaire, l'élargissement du réseau des agences bancaires digitales et de proximité, le renforcement du e-paiement, la fourniture des produits conformes à la charia, ainsi que le lancement du Dinar numérique et l'ouverture d'agences bancaires à l'étranger. En effet, souligne M. Faïd, l'inclusion financière continue à être une priorité dans le plan d'action du gouvernement.

Dans un autre registre, M. Faïd, à coup d'une série de chiffres, affirme que le nombre de comptes bancaires a dépassé les 20 millions, domiciliés au niveau des banques en 2022, ainsi que 27 millions de comptes postaux et 14 millions de cartes interbancaires. S'y ajoutent les

deux millions d'opérations de paiement via les terminaux de paiement électroniques (TPE), les 7.5 millions d'opérations de paiement par Internet en 2022 avec plus de 340 e-commerçants inscrits au système de paiement électronique interbancaire. Notons, par ailleurs, que M. Faïd avait indiqué qu'en dépit des réformes du système bancaire en Algérie, ce dernier fait face à de grands défis et pâtit d'insuffisances. Une situation qui exige la poursuite des réformes pour s'adapter aux mutations et changements que connaît le climat bancaire local et international. Le nouveau projet de loi monétaire et bancaire, explique le ministre, intervient à point nommé pour couvrir les aspects à développer à travers ces dispositions, lesquelles permettront de moderniser le système bancaire et de renforcer ses missions de réglementation et de contrôle.



## **La banque algérienne en Mauritanie officiellement agréée**

La banque algérienne en Mauritanie vient d'obtenir officiellement son agrément de la part de la Banque centrale mauritanienne, devenant ainsi la deuxième banque nationale agréée à l'étranger après la banque algérienne au Sénégal, a annoncé jeudi à Alger, le ministre des Finances, Laaziz Faïd.

"La banque algérienne en Mauritanie a obtenu, hier (mercredi), l'autorisation de la Banque centrale mauritanienne d'entamer son activité", a indiqué M. Faïd lors de l'ouverture d'une Journée d'information organisée par la Caisse nationale d'épargne et de prévoyance (Cnep-Banque), au profit des opérateurs économiques.

Ainsi, la banque algérienne en Mauritanie devient la deuxième banque nationale à obtenir son agrément à l'étranger, après celle ayant obtenu son agrément de la part des autorités financières sénégalaises, au mois d'avril dernier, ce qui représente une première pour une banque algérienne, d'être agréée à l'étranger.

La création de ces deux banques est le fruit d'un actionnariat de quatre banques publiques algériennes, à savoir la Banque nationale d'Algérie (BNA), le Crédit populaire d'Algérie (CPA), la Banque extérieure d'Algérie (BEA) et la Banque de l'agriculture et du développement rural (Badr). En plus de ces deux banques, un autre chantier est en cours pour l'ouverture de la banque extérieure algérienne internationale, à Paris.

## Financement et vente de logements par internet : CNEP Banque lance de nouvelles formules



La Caisse nationale d'épargne et de prévoyance «CNEP-Banque» a lancé, jeudi, le crédit d'exploitation en faveur des entreprises. Qualifié de flexible, ce projet aspire à garantir la pérennité des projets, d'une part, et de l'autre, garantir une compétitivité aux entreprises. Les crédits d'exploitation, explique la banque, offrent une «solution de financement à court terme qui permettra aux entreprises de couvrir leurs coûts opérationnels». Le tout s'inscrit dans l'objectif de «suivre l'évolution du marché et rester compétitif, d'où la nécessité d'assurer des flux financiers constants». Rappelons que la CNEP-Banque offre le financement de l'investissement dans le cadre de la création et de l'expansion des PME depuis 2011. Notons également que le lancement de crédits d'exploitation rentre dans le cadre des recommandations du programme «BAD BMO», financé par la Banque africaine de développement (BAD). Par ailleurs, il y a lieu de souligner que jusqu'au 15 mai dernier, le Fgar a accompagné 3.474 entreprises pour une valeur globale de 437 milliards de dinars. Les crédits bancaires octroyés s'élevaient à 279.3 milliards DA et le montant de la garantie financière était de l'ordre de 123 milliards. Ces projets financés ont permis la création de 99.839 postes d'emploi. Outre ce projet inédit de crédits à l'exploitation, le Fonds s'était engagé dans une refonte totale des conventions avec les banques partenaires, laquelle porte, notamment, sur l'amélioration du taux d'indemnisation en faveur des banques qui est de l'ordre de 40% pour la première tranche et 60% pour la seconde. Quant au second produit de la Cnep-banque, il est baptisé «CNEP Market», qui s'inscrit dans le cadre de la stratégie de la banque consistant en l'actualisation et la numérisation de ses services.

## Traitement transparent des dossiers

Il s'agit d'une plate-forme qui permet la vente en ligne des logements réalisés dans le cadre de la promotion immobilière directe disponible. Pour le DG de la banque, Samir Tamrabet, cette démarche numérique permettra le traitement transparent de tous les dossiers. Il précise que les unités non vendues dans cette plateforme seront destinées à la vente directe. Ainsi, la banque pourra épuiser le stock de logements et de collecter des fonds à injecter dans la réalisation d'autres projets.

Dans le détail, la banque précise que la vente des logements se fera en deux formules : une dédiée aux clients épargnants et l'autre en vente libre. Les clients intéressés pourront réserver en ligne les logements de leurs choix et finaliser l'opération postérieurement au niveau de l'agence la plus proche. Par ailleurs, le même responsable a annoncé le lancement d'une opération de restructuration. L'objectif est à double plan : les activités immobilières de la «Cnep-banque», et mettre en place une grande entreprise de promotion immobilière. Cette dernière, explique notre interlocuteur, «bénéficiera de tous les moyens nécessaires pour prendre en charge les projets de réalisation de logements». Interrogé sur l'accompagnement des investisseurs, M. Tamrabet a insisté sur la disposition de la Cnep-banque à accompagner les investisseurs à travers les différentes étapes de leurs investissements jusqu'à ce que le projet soit assez rentable pour les deux parties.



## Unification et amélioration de l'information statistique : Une étape importante

L'unification de l'information statistique joue un rôle important dans l'amélioration du système statistique national (SSN) a affirmé, jeudi, à Alger, la ministre de la Numérisation et des Statistiques, Meriem Ben Mouloud. S'exprimant lors d'un point de presse, animé en marge de la journée d'étude sur «la mesure de l'intégration de l'économie non observée dans les comptes économiques nationaux», la ministre a indiqué que l'unification de l'information statistique à travers le fusionnement des sources de données et l'adoption d'une méthodologie précise est capitale dans l'amélioration du système statistique national (SSN). Elle a dans ce sens ajouté que son département ministériel s'emploie à finaliser le projet de la plateforme dynamique des statistiques, affirmant que celle-ci constitue «un élément clé» dans l'unification de l'information statistique et partant, l'amélioration du SSN. Dans les détails, Mme Ben Mouloud a relevé qu'une fois opérationnelle, la plateforme dynamique des statistiques, qui sera partagée par «les secteurs qui ont besoin de statistiques et sont également producteurs de données statistiques», permettra «d'améliorer la collecte et l'exploitation des informations et des données de l'ensemble des secteurs». Cette plateforme permettra également à l'Office national des statistiques (ONS) de consommer ces données à travers la méthode de son travail et les calculs sur lesquels l'office se base dans la concrétisation de ses différentes missions de statistiques, a-t-elle soutenu. La ministre de la Numérisation et des Statistiques a également évoqué le chantier de modification du décret législatif 94-01 du 15 janvier 1994 relatif au système statistique dans son chapitre composition des membres du conseil national des statistiques (CNS), affirmant que la finalité de ce chantier est de parvenir à «une vision plus large qui assure le développement de ce secteur». Elle a aussi indiqué que la journée d'étude sur «la mesure de l'intégration de l'économie non observée dans les comptes économiques

nationaux» intervient dans la suite des démarches adoptées par son département, dont la tenue de deux sessions extraordinaires du CNS, axées sur l'élaboration des feuilles de routes de la stratégie nationale de développement des statistiques notamment. Mme Ben Mouloud a fait part de la volonté de son département «à élargir la vision et le débat» autour de l'unification de l'information statistique et le SSN en invitant des experts nationaux et internationaux et œuvrer pour intégrer «de manière efficace et rapide l'économie non observée dans le PIB 2023». Des communications, dont une par vidéoconférence, animée par un expert tchèque, sur l'économie non observée et son cadre conceptuel, le PIB et les standards internationaux de calcul de cette activité, ont été présentées. Deux ateliers sur l'identification des mesures d'ajustement efficaces et rapides pour intégrer l'économie non observée dans le calcul du PIB 2023 et l'approche globale à adopter en Algérie étaient également au programme de cette journée. Les communicants s'accordent à dire que l'économie non observée englobe trois axes d'activités : l'activité dans l'informel, celle illégale ainsi que l'économie souterraine.



## **Algérie - Italie : L'Ambassadeur Touahria souligne les efforts de l'Algérie pour asseoir une véritable politique de numérisation.**

L'ambassadeur d'Algérie en Italie, M. Abdelkrim Touahria, a mis en lumière, vendredi, les efforts consentis par les hautes autorités algériennes, pour asseoir une véritable politique de transformation numérique de l'administration publique au service des citoyens, soulignant que l'innovation, la numérisation et les start-up représentent «des axes stratégiques et prioritaires pour le gouvernement algérien».

Lors de sa participation aux travaux de la 11e édition du Festival de l'Innovation digitale «WeMake Future 2023», qui se déroule sur trois jours, à la Foire de Rimini en Italie, le représentant de l'Algérie est intervenu au titre du Panel consacré à la thématique «La diplomatie et l'innovation», qu'il a animé conjointement avec son homologue suédois, M. Jan Bjorklund. L'ambassadeur a saisi cette opportunité, pour mettre en lumière les efforts consentis par les hautes autorités algériennes pour asseoir une véritable politique de transformation numérique de l'administration publique au service des citoyens, des entreprises et de la protection de l'environnement, en insistant sur le fait que l'innovation, la numérisation, les start-up et l'économie de la connaissance représentent «des axes stratégiques et prioritaires pour le gouvernement algérien». Dans ce contexte, il a cité la mise en place de ministères dédiés à la numérisation, à l'économie de la connaissance et des start-up, ainsi que la modernisation et l'adaptation du cadre juridique y afférent, afin de donner plus de liberté aux jeunes innovants dans le cadre de la mise en place de leurs projets et start-up. Il a également mis l'accent sur l'interaction accrue et les effets des technologies de l'information sur la diplomatie moderne.



## La visite de Tebboune en Russie fait le «buzz» L'Algérie rayonne de fierté



Les Algériens n'ont pas hésité à exprimer leur fierté sur Internet, que ce soit à travers des commentaires élogieux ou des montages vidéo de cette belle visite.

La visite du président Tebboune en Russie a pris fin hier. Que ce soit sur les médias traditionnels ou les réseaux sociaux, les Algériens ont suivi chaque minute de cet événement avec un vif intérêt. Dans les rues et les cafés, elle était au coeur de toutes les discussions. Ils ont exprimé avec fierté leur satisfaction de voir la voix de l'Algérie se faire entendre aux côtés des grandes puissances mondiales. L'accueil royal réservé au chef de l'État les a remplis de fierté. Ils n'ont pas hésité à le faire savoir sur Internet, que ce soit à travers des commentaires élogieux ou des montages vidéo de cette belle visite. D'ailleurs, Tebboune est actuellement la star de la Toile. Sa réponse affirmant que personne ne pouvait dicter quoi que ce soit aux Algériens, a fait sensation. «Les Algériens sont nés libres et le resteront toujours», a-t-il déclaré lors du Forum économique mondial de Saint-Petersbourg. Cette réponse a suscité une ovation de toute la salle. Le président russe Vladimir Poutine a même longuement applaudi Tebboune, un large sourire aux lèvres. «Chose rare pour le président russe réputé pour sa froideur», ont noté les internautes. Ils ont rappelé la vidéo de l'ex-président français, Nicolas Sarkozy, qui avait été complètement déstabilisé à la sortie de sa rencontre avec Poutine. Ce qui les a rendus encore plus fiers quant à ces images. D'ailleurs, la «réponse» de Tebboune a rapidement fait le tour du web et les Algériens la partagent avec fierté. C'est le grand «buzz»! Car, elle a renforcé leur confiance et la fierté envers leur président. Ils voient en lui un leader capable de défendre les intérêts de l'Algérie sur la scène internationale. «La déclaration de Tebboune lors du Forum économique mondial était tout simplement épique. Il a réaffirmé notre indépendance et notre liberté en déclarant que personne ne peut nous dicter quoi que ce soit», s'exclame Fatima. «Cela montre que nous avons un leader fort et déterminé à protéger notre pays», réplique t-elle. Réda est du même avis. «Voir notre chef de l'État être accueilli avec tant de respect et d'honneur par le président Poutine est une grande source de satisfaction pour nous», soutient-il non sans «bombarder» les réseaux sociaux des photos et vidéos de cet évènement. Certains vont encore plus loin. Ils le qualifient de «Zaim» en le comparant à feu Houari Boumediene. «Certes, ses discours n'ont pas encore la même profondeur que ceux de Boumediene, mais les

réponses de " Aâmi Tebboune" sont toujours très puissantes», met en avant Lakhdar. «Des petits mots qui vont comme des flèches en direction de nos ennemis», estime t-il. «Tebboune est en train de changer l'image de l'Algérie sur la scène internationale. Son discours audacieux et sa position ferme face aux pressions extérieures montrent que nous sommes un pays fort et souverain», poursuit-il avec dédain. Un avis que partagent un bon nombre de ses concitoyens. Une visite d'État donc, des assurances et beaucoup de fierté...



## **Financement des entreprises Faïd bouscule les banques publiques**

Pour le ministre des Finances, les établissements finançables dépendant de l'État sont appelés à s'adapter aux changements...

Dans le souci de renforcer les actions dédiées à la réforme bancaire et financière en cours, le rôle des banques publiques se confine à opérer un passage important et inédit, vers le statut d'accompagnateur et de partenaire incontournable pour l'investissement et pour le développement de l'économie nationale. À ce titre, le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a invité, jeudi à Alger, les banques publiques à «renforcer les financements destinés aux entreprises et aux professionnels dans les différents secteurs, à travers la proposition de formules de financement adaptées. Les banques publiques sont appelées à s'adapter aux changements des besoins et au comportement du consommateur algérien, tout en veillant à se mettre au diapason du développement technologique». Il faut dire que devant les résultats probants réalisés durant ces dernières années, le besoin de restructurer le système bancaire s'impose à plus d'un titre, dans la mesure où l'un des axes centraux pour la concrétisation est l'application des orientations économiques adoptées par l'État. L'objectif étant de mettre en place des mécanismes à même de valoriser les acquis et de dégager une vision économique claire, soutenue par une assise financière fiable. Autrement dit, dans cette phase de la transition économique, la consistance du système bancaire s'édifie à travers la compétence et la performance de son ancrage dans le paysage économique. Pour ce faire, le financement des entreprises demeure l'une des plus importantes contributions au développement de l'économie nationale au même titre que l'édification d'un tissu important de PME. Dans cette optique Faïd a affirmé que «les banques oeuvrent, à travers le financement des projets d'investissement, à contribuer à la création du plus grand nombre possible d'emplois, à soutenir la compétitivité de l'économie nationale, et à accompagner les entreprises nationales dans l'exportation, notamment vers les pays africains». Cela étant, la restructuration du réseau bancaire demeure dans le besoin d'une forte synergie et d'un travail de fond, impliquant l'ensemble des acteurs de la scène financière, pour confirmer l'élan de la nouvelle dynamique économique. Il y a lieu de convenir à ce titre, que les avancées enregistrées en matière de modernisation commencent à avoir des impacts plus que positifs, autant sur le développement du secteur que sur la réalisation de l'inclusion financière. Dans ce sillage, le ministre a tenu à rappeler les actions menées, évoquant «l'actualisation de l'arsenal juridique régissant le travail bancaire, l'élargissement du réseau des



agences bancaires digitales et de proximité, le renforcement du e-paiement, la simplification du paiement à distance, la fourniture des produits bancaires islamiques et classiques, le lancement de la monnaie nationale numérique et l'ouverture d'agences bancaires à l'étranger pour accompagner les investisseurs». Des actions qui ont apporté un souffle nouveau pour le système bancaire national, certes, mais qui restent dans la nécessité de confirmer ces résultats, à travers la diversification des services et des prestations, mais également à travers une présence et un déploiement plus fort des agences, et des produits. En détail, le grand argentier a fait savoir que «le nombre de comptes bancaires a dépassé 20 millions de comptes domiciliés au niveau des banques en 2022, dont 12 millions de comptes d'épargne, ainsi que 27 million de comptes postaux courants (CCP), en sus de 14 millions de cartes interbancaires (CIB) en circulation».



## **Les Brics statueront en août sur leur élargissement Les annonces prometteuses de Lavrov**

L'adhésion de l'Algérie aux Brics pourrait se voir accélérée et prendre même des raccourcis.

Les succès s'enchaînent et s'accroissent pour l'Algérie, qui vient d'afficher ouvertement, à la faveur d'une visite d'État du président Tebboune en Russie, ses ambitions, ses prétentions et ses visées futures au sein du concert des nations. Il s'agit de la déclaration du chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov qui vient de jeter un véritable pavé dans la mare, au sujet des pays susceptibles de décrocher l'aval final pour leur adhésion aux Brics. En effet, dans une interview accordée au média russe Sputnik, faite vendredi écoulé, en marge du Forum économique international de Saint-Pétersbourg, en qualifiant l'Algérie de candidat «fort» pour l'adhésion aux Brics. Le chef de la diplomatie russe a annoncé que le groupe des Brics a lancé une procédure de concertation à propos de leur élargissement», a-t-il indiqué, ajoutant, «Quant aux candidats concrets, ils sont tous forts: L'Algérie, l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis et l'Égypte. Ils sont tous des leaders du monde arabe et islamique. Leur entrée enrichirait sans doute les Brics», dira-t-il encore.

Ainsi, l'adhésion de l'Algérie aux Brics pourrait se voir accélérée et prendre même des raccourcis, de manière significative, grâce au message, on ne peut plus clair du président Tebboune à son homologue russe, Vladimir Poutine à Moscou. Il a également annoncé que les cinq États composant les Brics pourraient, rapidement, prendre des décisions concernant ces pays candidats à cette adhésion. Il renchérit en annonçant, d'autre part, que les chefs d'État des Brics, dont la Russie, l'Inde, la Chine, le Brésil et l'Afrique du Sud, recevront les conclusions d'experts sur l'élargissement de cette association, lors de leur prochain sommet, en août à venir. Pour Lavrov, l'adhésion des pays arabes aux Brics pourrait apporter un plus et «aider à renforcer le monde multipolaire, dont nous parlons et qui est en train de se former», a-t-il encore précisé. En plus de constituer un socle de protection, par rapport aux pressions occidentales, l'adhésion au groupe des Brics permettrait également de garantir des financements et des avantages monétaires appréciables. Cela impliquerait également l'adhésion de l'Algérie au système financier et bancaire, de substitution russe au Swift, qui constituera un axe de facilitations de l'intégration des hommes d'affaires et des

sociétés russes en Algérie. Cela sera autant favorable pour les entreprises algériennes qui seraient intéressées par des partenariats et même des opérations d'exportation vers la Russie. Un tel système financier de substitution au système mondial des Swift pourrait contribuer à «augmenter de plusieurs fois les échanges commerciaux entre les pays», déclarait Dmitri Chatounov, le président de la Commission russe pour la coopération économique avec l'Algérie. Parallèlement à cela, le président Tebboune avait, lors du sommet mondial de Saint-Pétersbourg, lancé un appel à la création d'une monnaie arabe commune, faisant allusion à des pays comme l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, dont les monnaies sont fortes et peuvent constituer une base de lancement de ce projet, somme toute, courageux et ambitieux. Autant dire que le sommet de Saint-Pétersbourg a sonné le glas d'un monde unipolaire injuste et un Occident exploiteur des richesses d'autrui.



## **Relations France - Algérie**

### **Le pari contrarié de Macron**

Comme à Paris où le temps béni des colonies tourmente toujours dans les rangs politiques de la droite et de l'extrême droite, à Alger, le sentiment anti- colonisateurs remonte régulièrement à la surface, au gré des tensions.

Macron snobé pour Poutine? En choisissant d'aller en visite d'Etat à Moscou plutôt qu'à Paris, le président Abdelmadjid Tebboune a rappelé combien le pari de son homologue français Emmanuel Macron d'un rapprochement avec Alger restait incertain et risqué. La séquence s'annonçait grandiose: le chef de l'Etat algérien escorté des Invalides à l'Elysée par la Garde Républicaine à cheval, tout un symbole de l'ex-puissance coloniale. La visite, programmée d'abord début mai, avait été repoussée à juin, les Algériens craignant que la fête ne soit gâchée par les manifestations du 1er mai contre la très contestée réforme des retraites relevant de 62 à 64 ans l'âge de départ à la retraite, selon des sources concordantes. Mais Abdelmadjid Tebboune n'a jamais confirmé sa venue, qui devait consacrer l'embellie entre les deux pays après nombre de crises diplomatiques. Les deux parties sont «en discussion pour trouver une date qui puisse convenir», se borne à dire l'Elysée, confirmant ainsi indirectement un nouveau report de la visite. Le président algérien est au final apparu jeudi au Kremlin, signant en grande pompe avec son homologue Vladimir Poutine plusieurs accords visant à approfondir le «partenariat stratégique» bilatéral. Au-delà de l'amitié affichée par les deux présidents, la relation entre la France et l'Algérie reste empreinte de méfiance, malentendus et non-dits.»Tout cela est quand même très incertain, très aléatoire, très contradictoire», concède une source diplomatique française. Comme à Paris où le temps béni des colonies tourmente toujours dans les rangs politiques de la droite et de l'extrême droite, à Alger, le sentiment anti colonisateurs remonte régulièrement à la surface, au gré des tensions. Le soi disant débat en France sur une éventuelle remise en cause de l'accord migratoire conclu en 1968 avec l'Algérie n'a rien arrangé non plus. A 18 mois de la présidentielle algérienne, une visite du président Tebboune en France pouvait être contre productive. Les pages noires de la colonisation française pèsent encore très lourd entre les deux pays. Une véritable «rente mémorielle», avait prétendu Emmanuel Macron en 2021, suscitant alors l'ire d'Alger. L'Algérie, candidate à l'entrée dans le club des Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du sud), préfère peut-être aussi «éviter toute fausse

note avec une visite à Paris», estime un expert de l'Iris. Les Brics veulent se positionner comme une alternative à l'ordre mondial dirigé par l'Occident. Puissance régionale, Alger ambitionne ainsi de jouer dans la cour des grands. La visite à Moscou n'est pas forcément vue d'un mauvais oeil à Paris.» L'Algérie est un médiateur, quelqu'un qui peut parler à d'autres auxquels on ne parle pas. Le fait qu'elle parle aux Russes, à la limite c'est tant mieux», estime la source diplomatique. Emmanuel Macron reste en revanche loin de son objectif de réconciliation des mémoires et de relance de la relation franco-algérienne, notamment au plan économique. En redoublant d'attention pour Alger, il a en outre plombé une relation déjà difficile avec le Maroc. «Le jeu d'équilibre de la France entre les deux pays est plutôt vu comme un double jeu», relève un observateur. Rabat et Paris sont en froid depuis des mois, un gel des relations qui s'ancre et perdure (il n'y a toujours pas d'ambassadeur du Maroc en France). A l'origine de cette grave brouille, les restrictions d'octroi des visas visant les ressortissants marocains, une mesure officiellement levée en décembre. Mais au-delà, le Maroc reproche surtout à la France ne pas s'aligner sur les Etats-Unis et l'Espagne qui ont reconnu la (prétendue) marocanité du Sahara occidental, au mépris des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité de l'ONU. La visite d'Etat d'Emmanuel Macron au Maroc, promise plusieurs fois, ne cesse aussi d'être reportée.» Il faut trouver le chemin de crête, ce n'est pas facile, mais c'est vraiment la préoccupation du moment, parvenir à relancer nos relations et les remettre sur des bons rails», concède-t-on à Paris.



## **Systeme des statistiques nationales Besoin d'une révolution**

Le fusionnement des sources de données et l'adoption d'une méthodologie précise jouent un rôle important dans l'amélioration du système statistique national.

Utiles et nécessaires au fonctionnement de tous les secteurs, les statistiques représentent les éléments incontournables pour l'évaluation et la valorisation des actions de la grande réforme. À ce titre, le Système national des statistiques est appelé à se hisser au rang des ambitions de la nouvelle politique économique et sociale. C'est dans cette optique que la ministre de la Numérisation et des Statistiques, Meriem Benmiloud a affirmé jeudi, lors de la journée d'étude sur "la mesure de l'intégration de l'économie non observée dans les comptes économiques nationaux", que «L'unification de l'information statistique à travers le fusionnement des sources de données et l'adoption d'une méthodologie précise jouent un rôle important dans l'amélioration du système statistique national». Il faut dire que devant les grands changements opérés durant les dernières années en matière de gestion et de gouvernance, il apparaît clairement que la restructuration des secteurs stratégiques, repose sur la fiabilité des données et informations dans tous les domaines, en tant qu'indicateurs dans le volet économique et social. Autrement dit, les plans de développement économiques se basent sur des éléments sociaux tels que la démographie et la densité de la population par région. De même importance l'évaluation des avancées économiques enregistrées dans et la mise en exergue des résultats des nouvelles dispositions de lois et des mesures de facilitations, constituent des données précieuses pour les operateurs et les investisseurs étrangers. D'où l'impératif de centraliser ce volume d'information en une banque de données, qui jouerait le rôle d'aiguilleur économique et social, pour l'établissement de prévisions et de projections en

adéquation avec la réalité du terrain. Pour ce faire, le recours à la numérisation du système s'avère incontournable dans la mesure où la consultation de ces données devrait servir à un large champ de consultation, à travers une disponibilité et une utilisation des plus simplifiées, de cet outil. C'est toute l'importance de cette orientation qui vise à conférer aux organismes concernés les capacités optimales de leurs actions. Dans ce sillage, Meriem Benmiloud a tenu à préciser que «son département ministériel s'emploie à finaliser le projet de la plateforme dynamique des statistiques. Celle-ci constitue un élément clé dans l'unification de l'information statistique et partant l'amélioration du SSN». En somme, par définition l'exploitation des données statistiques ne peut se faire sans centralisation, du simple fait que ces dernières deviennent inefficaces si elles sont dispersées et non actualisées. Dans cet ordre d'idées, la ministre a précisé qu'«une fois opérationnelle, la plateforme dynamique des statistiques, qui sera partagée par les secteurs qui ont besoin de statistiques et sont également producteurs de données statistiques, permettra d'améliorer la collecte et l'exploitation des informations et des données de l'ensemble des secteurs».



## **Maître Chaâbane Zerrouk, à L'Expression «Il faut consolider les arbitrages et les médiations»**

Dans cet entretien, Me Chaâbane Zerrouk, en spécialiste aguerri, explique la décision de retirer à la Cour suprême, les affaires et litiges financiers et commerciaux. Il revient sur la teneur du dispositif envisagé dans l'organisation et les attributions de la chambre commerciale et maritime de la Cour suprême. Un point de vue pointu qui mérite cependant attention et surtout réflexion.

**L'Expression:**L'une des instructions du président de la République, lors du dernier Conseil des ministres, a été d'alléger la Cour suprême des recours relatifs aux litiges financiers et commerciaux, qui relèveront, désormais, des attributions exclusives des tribunaux commerciaux. Quelle incidence une telle décision aura-t-elle sur la bonne marche de la Cour suprême?

**Maître Chaâbane Zerrouk:**La suppression d'une voie de recours, fut-elle extraordinaire (pouvoi en cassation), risque d'être interprétée comme atteinte aux droits de la défense, consacrés par la Constitution d'une part, et un déni de justice au détriment de la Cour suprême, puisque cette option peut se heurter de front à une disposition constitutionnelle, l'article 179 qui précise que «la Cour suprême est l'organe régulateur de l'activité des cours et tribunaux» et qu'elle «assure l'unification de la jurisprudence à travers le pays», d'autre part. Donc, afin d'éviter cet écueil et répondre au souci des concepteurs du projet, n'y a-t-il pas lieu d'intégrer carrément la teneur du dispositif envisagé dans l'organisation et les attributions de la chambre commerciale et maritime de la Cour suprême? En tout cas, la solution idoine de réduction des délais de traitement de ces affaires, au niveau de la Cour suprême demeure, incontestablement, le renforcement en nombre des magistrats par un recrutement, dans l'immédiat, parmi les docteurs d'État en droit et les professeurs en droit, tout en leur donnant la possibilité de continuer d'assurer les enseignements au niveau des universités. Il en est également des magistrats-greffiers, qui pourraient être recrutés parmi les titulaires des Masters en droit moyennant une formation de courte durée. Cela étant, il demeure entendu que le greffier n'est pas le secrétaire du magistrat mais le témoin assermenté et le garant légal par rapport au magistrat et aux parties au procès. C'est ici le lieu pour appeler les autorités politiques à réhabiliter

ce corps de professionnels et ces partenaires indispensables de la magistrature, d'un statut légal avec des garanties d'indépendance et des droits et avantages matériels substantiels du même ordre que ceux accordés aux magistrats. Au final, rien ne justifie la suppression du contrôle de la Cour suprême, sur les décisions rendues, en matière commerciale et financière et en assurer l'uniformité. Ce faisant, il serait plus judicieux de consolider les instruments modernes et performants que sont l'arbitrage et la médiation.

**Concernant le Code de procédure civile et administrative, le Président a appelé à enrichir le projet en ouvrant le débat de façon large avec les spécialistes. Que proposez-vous en tant qu'ancien magistrat et ancien membre du Conseil supérieur de la magistrature?**

Réunir les spécialistes, c'est toujours une très bonne chose pour faire un état des lieux, diagnostiquer les défaillances et dysfonctionnements et proposer les solutions idoines. De par leur savoir et expérience, ces spécialistes sont souvent possesseurs de remèdes qu'ils n'hésiteront pas à mettre à disposition du panel chargé de la concrétisation du projet. Cependant, appeler à enrichir le projet du «mastodonte» Code de procédure civile et administrative en ouvrant le débat, de façon large, avec les spécialistes, n'arrive-t-il pas, hélas, en fin de process (examen en Conseil des ministres)? En effet, ce Code est tellement consistant, complexe et aux ramifications multiples, qu'il fallait en même temps préciser le temps imparti nécessaire à cette démarche. Un temps nécessairement long pour apporter une plus-value salubre au projet. Ce qui retarderait son adoption à plus d'une année minimum. Dans ce sillage, il est important de relever que le projet de révision du Code de procédure pénale prévoit la suppression, pure et simple, des assesseurs-jurés des juridictions criminelles. Là, la démarche risque d'être mal interprétée, pour ainsi dire. La suppression de la justice populaire signifierait l'exclusion du peuple, au nom duquel est rendue, pourtant, la justice conformément à la Constitution.

Une telle option ne serait-elle pas un recul, par rapport, à notre référentiel judiciaire et à notre appartenance à l'ordre juridictionnel des pays démocratiques? De plus, avons-nous oublié que notre pays a été dénoncé et décrié par les instances onusiennes et les organisations internationales des droits de l'homme au sujet des cours spéciales établies durant la décennie noire qui avaient vu la suppression des jurés populaires de leur composition? En somme, il faudrait que notre justice suive la tendance moderniste mondiale qui consacre la justice équitable à travers, notamment la collégialité par la participation avec le statut de partenaire des jurés populaires non pas en matière pénale seulement, mais dans toutes les autres matières relevant des juridictions de céans.

De plus, cette participation populaire à l'oeuvre de justice permettrait une meilleure ouverture de la justice sur la société et partant un meilleur contrôle de la qualité des prestations judiciaires. Par ailleurs, il est urgent de reconsidérer la disposition du Code de procédure pénale rendant obligatoire pour les détenus le jugement à distance à travers le procédé de la visioconférence. Pour ma part, je dis simplement que c'est un désastre en matière pénale, mais cela reste mon avis. Les justiciables détenus subiront les audiences virtuelles. Des procès souvent perturbés par la mauvaise qualité des connexions à distance. Au-delà de ces aspects techniques, cette mesure est foncièrement attentatoire aux droits de la défense puisque le détenu a le droit le plus élémentaire de voir de près son juge naturel et ce dernier également a le droit et même l'obligation éthique pour voir de près la personnalité du détenu justiciable dans ses réactions et émotions pour forger en connaissance de cause une intime conviction lui permettant de prononcer une sentence équitable.

Pour tout dire, cette exigence de suppression de ce procédé, tout à fait légitime s'inscrit pleinement dans les droits consacrés par notre Constitution au citoyen et au justiciable.

**S'agissant de la justice électronique, quelles sont les raisons qui entravent la bonne marche de cette procédure sur le plan pratique?**

D'abord, je dois vous signaler, humblement, que c'était moi qui était à l'origine de la proposition relative à la création de la Direction générale de la modernisation au niveau du ministère de la Justice. C'était en 2002.

Cela étant, la justice doit s'adapter inéluctablement à la révolution numérique qui est en passe d'investir tous les secteurs que ce soit au plan national ou au plan international. L' introduction des nouvelles technologies de l' information et de la communication dans ce secteur névralgique, conduira à la dématérialisation progressive du juridique, du judiciaire et même du pénitentiaire.

Cette mutation qui sera sans doute bénéfique à l'utilisateur du droit en général et au justiciable en particulier, nécessite pour sa mise en oeuvre et sa réussite la satisfaction de nombreux paramètres dont notamment:

la formation et le perfectionnement des capacités nationales. (magistrats et autres partenaires concourant à l'oeuvre de justice); le développement de plates-formes numériques à tous les niveaux de l'appareil judiciaire avec un mécanisme central assurant la synergie et la coordination du dispositif; la sécurisation des données numérisées; l'évolution progressive de la justice numérique en adéquation avec les autres secteurs importants, éligibles à l'introduction de cet outil moderne, prélude à l'intelligence artificielle à venir; la multiplication des expérimentations sur le terrain pour s'assurer du perfectionnement de la synchronisation de l'outil informatique... Enfin, cet effort de numérisation doit tendre carrément à la mise en place progressive et sereine de la justice prédictive dans toutes les matières judiciaires, excepté le pénal qui requiert une appréciation et un jugement personnalisé à tous points de vue.

La justice prédictive correspond à un «ensemble d'instruments développés grâce à l'analyse de grandes masses de données de justice qui proposent, notamment à partir d'un calcul de probabilités, de prévoir autant qu'il est possible l'issue d'un litige». Enfin, dans l'accomplissement de son oeuvre sacerdotale, la justice, cette grande éducatrice de l'humanité, doit planer au-dessus de tous, s'identifiant, ainsi, à cette citadelle imprenable ni par le pouvoir politique ni par le pouvoir des lobbies, de l'argent et ses dérivés. Ce statut sui generis est dédié à la justice en tant qu'arbitre suprême par les nations civilisées au regard de ses hautes missions de sécurité et de stabilité nationales et de cohésion sociétale sur les plans politique, économique et social. «Quand la justice va tout va», disaient les grands esprits.



**L'Algérie, un partenaire économique fiable et crédible  
Visite d'Etat du Président Tebboune en Russie.**

S'il y a un qualificatif par lequel les relations algéro-russes peuvent être qualitativement qualifiées, c'est bien la constance. En effet, excellentes, les relations politiques entre les deux pays l'ont été depuis 60 ans, et n'ont pas pris une ride, encore moins une quelconque brèche du fait des

vicissitudes politico-idéologiques que le temps a pu mettre sur le chemin des deux Etats. A ce titre, la visite d'Etat du président de la République, Monsieur Abdelmadjid Tebboune, dans ce pays, dans un contexte de guerre russo-ukrainienne, ne fait que confirmer la volonté des deux Etats de donner, sur la base de cette profondeur politique qui repose sur l'amitié et le respect mutuel, une dimension économique, autrement plus profonde, qui aille au-delà des échanges commerciaux modestes que le chef de l'Etat algérien a jugé d'un bas niveau qui ne permet pas de les mesurer à l'aune des relations politiques et d'amitié algéro-russes.

Pragmatisme oblige, le Président Tebboune, qui interpellait par ses propos d'une teneur historique les acteurs clés de la machine économique russe, a présenté une Algérie d'une nouvelle ère, attractive par ses atouts, débureaucratisée, présentant des opportunités d'investissements multisectoriels inégalées et, surtout, ouverte sur une Afrique en appel d'investissements et qui est un véritable gisement de croissance aux potentialités formidables. Autrement dit, la Russie est invitée à jouer un rôle économique important sur le continent africain, et surtout en Afrique du Nord où l'Algérie est prête à être un partenaire stratégique en tant que puissance africaine jouissant d'une grande crédibilité auprès des Etats africains. Sa constance et sa souveraineté politique sont le gage que l'Algérie, à travers son Président, offre à la Russie dans le cadre de ce partenariat stratégique à l'œuvre, dans un contexte conflictuel où le non-alignement de l'Algérie s'affirme dans son authenticité politique, y compris à travers son projet d'intégration aux BRICS que le partenaire russe soutient, et qui est, par excellence, un projet, non pas de sectarisation de la géopolitique mondiale, mais plutôt un projet de confirmation de la tendance multipolaire des relations internationales. Les possibilités d'échanges entre l'Algérie et la Russie, dans le cadre d'un «partenariat stratégique» puissant pourraient acquérir une profondeur insoupçonnée dès lors que la Russie, profitant des opportunités maghrébines et africaines que lui offrirait son partenaire, et l'Algérie tirant parti du volontarisme russe en matière d'investissements mutuels et de transferts de savoir-faire et de technologie, iraient ensemble à la conquête de nouveaux espaces économiques dans le cadre d'une relation gagnant-gagnant entre eux et avec leurs partenaires africains et maghrébins. Plus encore, l'Algérie se projetant avec son partenaire russe dans l'espace des Brics, dispose des potentialités, dans tous les domaines, y compris sur le plan humain, pour valoriser, à son profit et au bénéfice de ses futurs partenaires, une intégration au sein de cet ensemble que l'on peut véritablement qualifier de politique dans le sens où il œuvre à refonder les relations économiques et financières internationales sur des bases plus équitables. On ne peut faire l'économie de le constater, il y a dans cette visite du Président Tebboune en Russie les éléments historiques d'une redéfinition des relations entre les deux Etats qui passent d'une dimension politique et diplomatique dont la profondeur n'a jamais été démentie, à une autre où la volonté de capitaliser sur ce passé historique n'a d'égale que le pragmatisme de la relation économique solide que l'on a envie de construire, sur la base d'atouts mutuels réels, par le biais des opérateurs économiques des deux pays.

## **Aéroport international d'Alger Plus de 920 infractions douanières et 480 millions DA d'amendes depuis le début d'année**

Les services des Douanes de l'aéroport Houari Boumediene d'Alger ont enregistré, au cours des cinq premiers mois de l'année 2023, plus de 920 infractions et des amendes dues dépassant 480 millions de dinars.

L'inspection des services des Douanes de l'aéroport a relevé 906 infractions de bureaux (relevées au bureau des Douanes), alors que les amendes dues ont dépassé 480 millions de dinars, a appris l'APS auprès de la Direction générale des Douanes (DGD).

Le nombre d'infractions liées à la législation sur les changes et les mouvements de capitaux de et vers l'étranger s'élève à 16 infractions, soldées par la saisie de 83.600 euros et 14.200 dollars, tandis que les amendes dues, sous ce chapitre s'élèvent à 43 millions de dinars.

En 2022, le nombre d'infractions de bureaux ont atteint 1. 311 contraventions avec des amendes dues dépassant 42 milliards de dinars.

Au cours de la même période, l'inspection des Douanes a enregistré 56 infractions liées à la législation sur les changes et les mouvements de capitaux de et vers l'étranger qui se sont soldées par la saisie de plus de 86.000 euros et environ 112.000 dollars, assorties d'amendes s'élevant à environ 38 milliards de dinars.

Quant aux principales saisies réalisées au cours des cinq premiers mois de l'année 2023, la même source fait état de sacs contenant des substances explosives, un pistolet, 13 détecteurs de métaux, 5 cachets administratifs d'institutions officielles, 120 puces électroniques et 27 structures équipées de GPS (système de positionnement par satellite) .

La liste des saisies comprenait également 8044 téléphones portables, 4.909 écrans de téléphones portables, 8.376 montres intelligentes, 671 tablettes tactiles, 10. 629 oreillettes bluetooth, 2124 cartouches de cigarettes, 238 cigarettes électroniques et 600 flacons de liquide pour cigarettes électroniques.

En ce qui concerne les métaux précieux, l'inspection des services des Douanes de l'aéroport Houari Boumediene-passagers, a saisi près de 640 gr d'or et 500 gr d'argent.

Quant aux principales saisies réalisées en 2022, elles comprenaient 385 comprimés hallucinogènes, près de 550 gr de cocaïne, 2 fusils de chasse, une carabine à air comprimé, deux drones avec leurs accessoires, 16 cameras espion, 22 équipements GPS et 210 oreillettes bluetooth invisibles.

Il a été également procédé en 2022, à la saisie de 16.000 téléphones portables, 5.387 écrans de téléphones portables, 926 montres intelligentes, 192 tablettes tactiles, près de 3.000 oreillettes bluetooth et 1.145 cartouches de cigarettes



La liste comprenait également une quantité "considérable" de métaux précieux, constituée de 2,5 kg d'or et 4,7 kg d'argent, selon le bilan de la DGD.



## غرفة الموثقين " تتحدث عن عراقيل تعترض العملية أملاك الدولة متأخرة في المنصة الرقمية للعقار!

كشف بوقفة رمضان رئيس الغرفة الوطنية للموثقين، عن عراقيل ومقاومة تعترض عملية الرقمنة التي أمر بها رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون والتي تعد الغرفة الوطنية للموثقين شريك رئيسي فيها، ويتعلق الأمر بالشق الخاص بإبرام العقود وتوثيقها. وأوضح بوقفة أن هذه العراقيل تتمثل بالدرجة الأولى في غياب منصة رقمية للأراضي على مستوى مديرية أملاك الدولة، مفصحا أنه تم تقديم استفسارات لدى الجهة المعنية عن سبب هذا التأخر، ولكن لا تزال العملية معطلة وتسير بوتيرة بطيئة جدا. وقال بوقفة، على هامش اليوم المنظم السبت بالمدرسة العليا للفندقة والإطعام بالعاصمة، من طرف غرفة الموثقين وسط حول "العقد التوثيقي الإلكتروني وأفاق الإدارة الرقمية" أن رقمنة الحفظ العقاري ومسح الأراضي التي أوصى بها رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون لا تزال تراوح نفسها، بسبب تأخر مديرية أملاك الدولة في إطلاق المنصة الرقمية للعقار والأراضي، والتي تظل غير جاهزة إلى حد اليوم ما يعطل الشهر الإلكتروني والعقد الرقمي، رغم أن مكاتب الموثقين جاهزة منذ فترة، وتنتظر فقط خطوة جديدة من طرف أملاك الدولة.

ويشدد المتحدث على أن الرقمنة ستجعل المواطن قادرا على الحصول على المعلومة من بيته واستخراج وتوثيق العقود في وقت قياسي وبمجهود أقل ومصاريف أدنى وشفافية أوسع.

ويؤكد رئيس غرفة الموثقين أن رقمنة العقود اليوم تتطلب أيضا جاهزية النصوص القانونية والمراسيم التشريعية وتعاون كافة أجهزة الإدارة بما في ذلك أملاك الدولة، لتسهيل على المواطنين تحرير العقود من دون تنقل من مكانهم، وبنقرة زر واحدة. من جهته، يعتبر رئيس الغرفة الجهوية للموثقين وسط، ناجم رقاني، أن مصطلح الرقمنة والإدارة الرقمية والتصديق الإلكتروني، تحول إلى آلية حديثة للإدارة والتسيير وجب مواكبته، من أعلى هرم في التسيير إلى أبسط قسم بشكل حتمي، مشددا على أنهم كموثقين سيعملون على توفير آليات الرقمنة، للوصول إلى إبرام العقود إلكترونيا خلال المرحلة

المقبلة، وهو ما سيؤدي بالضرورة إلى غلق الأبواب والمنافذ على جرائم الفساد والتزوير. وأحصى المتحدث إبرام مليون عقد توثيقي سنويا في الجزائر، حيث ستفتح عملية رقمنة هذه العقود آفاقا واعدة لاختصار الوقت والجهد أمام المواطن، وتحقيق الشفافية التي تطمح إليها السلطات العليا في البلاد.

وفي السياق، يقول مدير الشؤون المدنية وختم الدولة على مستوى وزارة العدل، أحمد علي صالح، أن مجهودات كبرى تبذل اليوم في سبيل رقمنة التوثيق، مواكبة للأولوية الاستراتيجية التي توليها الدولة للعملية، وقطاع العدالة بالدرجة الأولى الذي بادر بخطى ثابتة ومتقدمة في مجال الرقمنة والعصرنة.

وأكد المتحدث أن قطاع العدالة حقق قفزات هامة مؤخرا في مجال الرقمنة على غرار مباشرة تسيير الملف القضائي بتطبيقات الكترونية، وتكوين العاملين من قضاة وكتاب وموظفين حول الملف، والذين باتوا يجيدون ويتحكمون في التقنيات اللازمة، كما أفصح أن الوزارة بصدد ترسيم وتجسيد التقاضي الإلكتروني ميدانيا، إذ استفادت جل المجالس القضائية من منصات الكترونية للتقاضي عن بعد.

كما تم اعتماد خطة تركز على التدرج في تعميم الرقمنة لبلوغ الأهداف المرجوة بأريحية. وقامت هذه الخطة في البداية بتسجيل المحامين في المنصة الإلكترونية، ثم الشروع في تبادل المذكرات إلكترونيا كخطوة ثانية، وفي المرحلة الثالثة تمت مباشرة عملية تسجيل الدعاوى إلكترونيا، وفي المرحلة الرابعة تأطير الجلسات والمحاكمات والخبرات الكترونيا، مضيفا "لا يمكن رقمنة القضاء بإغفال جانب توثيق العقود، وهي العملية التي سنتم أيضا بمراحل".

وتشمل خطة رقمنة التوثيق، في المرحلة الأولى تسيير مكاتب التوثيق والدواوين **إلكترونيا**، ثم رقمنة الهيئات بالمحافظات العقارية والتسجيل العقاري وأخيرا رقمنة المعاملات مع المواطنين.

**الشروق**  
إخبارية وطنية

خلال جلسة عمل جزائرية-روسية بالمنتدى الاقتصادي الدولي

وزراء يرافعون للاستثمار في الجزائر من سان بطرسبورغ

استعرض عدد من أعضاء الحكومة الجزائرية، مساء الجمعة، على هامش منتدى سان بطرسبورغ الاقتصادي الدولي (روسيا) القدرات والإمكانات الاستثمارية الكبيرة التي يتوفر عليها الاقتصاد الجزائري والتي من شأنها دعم الشراكة والتعاون بين الجزائر وروسيا، مؤكداين حرص الطرف

الجزائري على الارتقاء بالعلاقات الثنائية لتكون في مستوى إمكانيات البلدين. وتم تقديم هذه العروض خلال جلسة عمل جزائرية-روسية، نظمت قبيل الافتتاح الرسمي للمنتدى، الذي حضره، رئيس الجمهورية، كضيف شرف، إلى جانب الرئيس الروسي، فلاديمير بوتين، وسط مشاركة رفيعة المستوى لحوالي 130 دولة، من طرف كل من وزير التجارة و ترقية الصادرات، الطيب زيتوني، ووزير الطاقة والمناجم، محمد عرقاب، ووزير الفلاحة والتنمية الريفية، عبد الحفيظ هني، ووزير الصناعة والإنتاج الصيدلاني، علي عون وكذا وزير اقتصاد المعرفة والمؤسسات الناشئة ياسين المهدي وليد.

وفي هذا الإطار، ابرز زيتوني العلاقات المتميزة بين الجزائر وروسيا والتي تستند إلى "خلفية تاريخية" مضيضا أن الطرف الجزائري يتطلع إلى جعلها في مستوى إمكانيات كلا البلدين. وإذ ابرز الطابع "الاستراتيجي" للاتفاقيات ومذكرات التفاهم التي وقعها البلدان الخميس بموسكو، لفت وزير التجارة إلى وجود أزيد من 80 مؤسسة جزائرية مشاركة في المنتدى، مؤكدا على أهمية زيارة الدولة التي يقوم بها رئيس الجمهورية إلى روسيا، بدعوة من نظيره الروسي. وقال بهذا الخصوص "نحن نتطلع إلى إقامة حوار مع شركائنا الروس للتوصل إلى اتفاقيات شراكة جديدة مستقبلا في عديد القطاعات"، منوها بالقدرات والهيكل التي يزر بها الاقتصاد الجزائري والتي -علاوة على كونها أساس التنمية الوطنية- تشكل قاعدة للشراكة والتعاون وعامل جذب للاستثمارات على غرار شبكة الطرقات العصرية والسكك الحديدية والمطارات والمنشآت المينائية وكذا النسيج الصناعي، ناهيك عن الموارد البشرية.

من جهته، أبرز وزير الفلاحة والتنمية الريفية المكانة التي يحتلها القطاع الفلاحي في هيكل الاقتصاد الوطني مشيرا إلى أن الجزائر توفر كافة التسهيلات والإجراءات للمستثمرين الوطنيين والأجانب على حد سواء لتجسيد مشاريع في كافة الشعب وحتى في مجال الصناعة الغذائية. وبعد أن دعا المتعاملين الاقتصاديين الروس إلى الاستثمار في الجزائر، أكد الوزير على توفير كافة التسهيلات لهم ومنها توفير العقار الفلاحي في إطار "مناخ خال من كافة التعقيدات البيروقراطية". ووفق الأرقام التي قدمها هني فقد تم خلال العام الجاري "منح محفظة جديدة بـ 437000 هكتار في الجنوب للاستثمار وإطلاق ترخيص لحفر 60 ألف بئر موجهة للسقي الفلاحي في إطار استصلاح الأراضي" لا سيما في الجنوب.

## آفاق واسعة للتعاون في قطاع الطاقة

وبدوره، أكد وزير الطاقة والمناجم على "العلاقات الخاصة" التي تربط الجزائر بروسيا وهو ما ينعكس على المشاريع التي يجسدها البلدان منوها بوجود "آفاق واسعة للتعاون" بين شركات البلدين في مختلف الميادين لا سيما في مجالات المحروقات والمناجم والطاقات المتجددة وحتى في مجال نقل التكنولوجيا الخاصة بتحلية المياه البحرية. وأوضح أن مجمع سوناطراك يعمل مع شركة غازبروم الروسية على تطوير حقل أم العسل جنوب شرق حاسي مسعود واصفا المشروع بـ "الناجح جدا" وأن الطرف الجزائري يبحث عن شركاء خصوصا في روسيا لاستكشاف البترول والغاز. وقال في ذات الشأن أن المفاوضات جارية مع شركتي لوكويل وروسنفت.

وأضاف عرقاب "نبعث مع شركاء روس تطوير مشاريع منجمية في الجزائر لاسيما على مستوى المناجم ذات القيمة المضافة العالية". وفي تطرقه إلى مشاريع التموين بالمياه الصالحة للشرب من المصادر غير التقليدية بالجزائر، أكد الوزير أن القطاع مهتم بالشراكة مع المؤسسات الروسية من أجل تطوير ونقل التكنولوجيات المستخدمة في مجال تحلية المياه البحرية. من جانب آخر وفي تصريح لقناة روسيا اليوم على هامش مشاركته في المنتدى، أكد الرئيس المدير العام

لمجمع سوناطراك توفيق حكار، أن شركة "غازبروم" الروسية شريك موثوق به، وأشار إلى وجود شركات روسية أخرى في الجزائر تعمل في قطاع الخدمات وبناء المصانع. وقال في هذا الصدد "علاقتنا مع الشركات الروسية لا تعتمد فقط على البحث والاستكشاف، "غازبروم" هي شريك موثوق لـ"سوناطراك" ونعمل على تطوير بعض الرقع الموجودة في الجزائر". أما وزير الصناعة والإنتاج الصيدلاني فأكد خلال نفس الجلسة الأهمية التي يكتسبها التعاون الجاري بين البلدين خصوصا في مجال إنتاج الادوية، لافتا إلى أن المفاوضات جارية بين شركات روسية وجزائرية لتجسيد مشاريع جديدة في الصيدلة. وقال إن الجزائر تتطلع لتصبح "بوابة إفريقيا للمنتجات الصناعية الروسية" مشيرا إلى "التشابه في المجال الصناعي بين شركات البلدين لا سيما في فرع الميكانيك". وفي مداخلة له، أبرز وزير اقتصاد المعرفة والمؤسسات الناشئة والمصغرة أن الرقمنة وتكنولوجيات الإعلام الحديثة تشكل مجالات واعدة للشراكة بين المتعاملين الجزائريين والروس مضيفا أن "مناخ الاستثمار في الجزائر في تحسين مستمر". وأكد وليد أيضا أن الجزائر توفر تحفيزات كبيرة للمؤسسات الناشئة الجديدة أو تلك الراغبة في توسعة نشاطها لافتا، إلى أن الوفد الوزاري الهام والمؤسسات الجزائرية الحاضرة في منتدى سان بطرسبورغ "تعطي إشارة ايجابية للمستثمرين الروس"، داعيا الطرف الروسي للاستثمار في الجزائر لا سيما في تكنولوجيات الإعلام.



وزارة المالية  
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

💡: Avez-vous des questions?  
Contactez nous sur :

✉️ [dc@mf.gov.dz](mailto:dc@mf.gov.dz)

☎️ Poste: 2784

[www.mf.gov.dz](http://www.mf.gov.dz)



@MFinance\_dz



@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES  
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger